



Damphlet,

PAR J. A. GRANIER,

Gérant de la Glaneuse.



LYON, le 26 février 1831.

Un paysan avait perdu son âne, il le cherchait partout, lorsque l'imbécille s'aperçut qu'il était monté dessus. Eh bien, mes amis, cet imbécille de paysan, c'est moi, sauf votre respect. Depuis plus de six mois je cherchais mon âne. Mon âne, c'est la politique. Quoi, me disais-je en me rongant les poings et en m'arrachant les cheveux, je suis une fraction de cette matière taillable et corvéable, à laquelle on a bien voulu donner le nom de peuple. Je contribue, pour ma part, à former cette immense machine aspirante appelée *budget*; il y a sans doute dans les douze millions payés par la France à notre roi-citoyen, qui, soit dit en passant, nous avait promis de nous gouverner quasi-gratis; il y a dans cette liste civile quelques centimes qui sortent de ma poche; et cependant je ne puis parler ni du roi, ni des ministres du roi, ni des députés du roi, ni des préfets du roi, j'en excepte cependant les procureurs du roi: oh! pour ceux-là, je peux en parler, en parler à mon aise; il est vrai qu'ils peuvent, à leur tour, me faire empoigner, et c'est toujours pour moi une consolation.

Je me promenais hier dans la cour de Roanne avec un prolétaire qui revient d'Italie, où il a eu le bonheur de voir pendre *Menotti* et quelques autres anarchistes qui avaient eu l'insolence de vouloir rendre la liberté à leur patrie. Nous causions, je crois, d'une grande révolution qui doit éclater le premier février, si le temps le permet, lorsque mon prolétaire, auquel j'avais souvent fait part de mon embarras, s'écrie: *trovato la legge, trovato l'inganno*. Ces mots que je ne compris pas, produisirent sur moi un effet magique. Je remontai précipitamment dans ma chambre, si tant est qu'on puisse décorer du nom de chambre, une pièce enfumée, de seize pieds carrés, située au quatrième étage, dans laquelle on a entassé six lits, et à laquelle on ne parvient

qu'en montant un escalier obscur et tortueux. Me voilà donc dans ce que nous appelons à Roanne une chambre. Ces mots *legge, inganno*, bourdonnaient encore à mon oreille, je cherchais à m'en expliquer le sens, et en cherchant, je trouvai mon âne.

Cherchez à votre tour, mais si vous trouvez, n'allez pas le dire au procureur du roi, il me volerait mon âne. Me voilà parti, et j'irai loin si on ne m'arrête pas.

Que pensez-vous de la révolution de 1830? -- De laquelle? -- Il y en a donc eu plusieurs? -- Certainement: celle de juillet et celle d'août. -- Eh bien, que pensez-vous de celle de juillet? -- Elle a été grande et sublime; -- Et celle d'août? -- Oh! celle-là n'a été qu'une véritable parade jouée par les doctrinaires, qui ont escamoté la liberté. -- Et pourtant le peuple les a laissés faire. -- Parce qu'on ne lui avait pas encore montré les gobelets.

Que diriez-vous si je vous prouvais que sous la meilleure des républiques les 300 chevaux du roi coûtent plus cher à la France que 900 officiers supérieurs retraités? vous me diriez peut-être qu'il vaut mieux être cheval au service du roi, qu'officier supérieur au service de la France. C'est possible; mais voici le fait: Les 300 chevaux du roi coûtent à la nation à raison de 3000 francs chacun: NEUF CENT MILLE FRANCS, et les 900 officiers supérieurs en retraite, ne recevant chacun annuellement que 900 francs, ne nous coûtent que 810,000 francs; après cela, allez donc vous faire casser bras et jambes pour la patrie!

Où nous conduit-on ? Voilà ce que tout le monde se demande. Avant de répondre, voyons d'abord d'où nous sommes partis. En 93, une lutte sanglante s'était engagée entre l'aristocratie et le peuple : le peuple fut vainqueur ; il proclama la république. Mais alors il n'était pas mûr pour la liberté ; il ne comprenait pas ses droits ; les nobles et les prêtres l'avaient abreuvé d'humiliations et d'outrages. Il se vengea, et sa vengeance fut terrible. Mais si le sang coula sur les échafauds, faut-il l'en accuser ? non, Les véritables coupables sont ces hommes à privilèges, ces courtisans en habits brodés et en robes de toutes les couleurs, qui ne gouvernaient le peuple qu'en l'entretenant dans la plus profonde ignorance. Non, si le peuple eût été instruit, nous n'aurions pas été témoins des horreurs de 93 : j'en appelle aux immortelles journées de juillet. Enfin un homme vint et le flot populaire recula devant lui : à l'aristocratie des parchemins succéda l'aristocratie des armes. *Napoléon* eut une cour et des flatteurs : il combla ses généraux d'honneurs et de richesses. Il fut trahi par ces aristocrates gorgés d'or et charmés de rubans : le grand homme mourut sur un rocher. Cinq cent mille étrangers nous imposèrent les Bourbons, cette famille usée, comme l'a dit Bonaparte. Avec Louis XVIII revinrent les émigrés, ces parricides politiques qui avaient combattu contre des Français, et les nobles, cette caste incorrigible qui n'avait rien appris dans la révolution de 93. Charles X monta sur le trône ; et ce monarque qui, dans sa jeunesse, était le type de la corruption et de la débauche, encombra la France de couvents et s'entoura de jésuites : son sceptre était un goupillon. L'heure de la justice sonna enfin pour le peuple ; il refoula vers l'Angleterre l'imbécille mitrailleur. Le principe de la souveraineté nationale fut proclamé. Que la France était grande alors ! Et de quelles épithètes devons-nous flétrir ces hommes qui ont fait avorter une révolution qu'ils ont voulu rapetisser à leur taille ? Les peuples avaient tressailli au bruit du canon de juillet : l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'héroïque Pologne nous tendaient les bras. La route était tracée, pourquoi les doctrinaires sont-ils venus l'encombrer, en y jetant un roi ? Le duc d'Orléans était lieutenant-général du royaume ; ce titre devait satisfaire son ambition. Il lui restait une mission à remplir, et cette mission était sublime ; pourquoi ne l'a-t-il pas comprise, lui qui nous a si souvent répété avec complaisance ces mots : *Jemmape*, *Valmy*. Il fallait crier aux armes, se mettre à la tête des Français, et provoquer une sainte alliance des peuples : toutes les nations auraient répondu à cet appel ; le nom de celui qui aurait brisé leurs fers serait passé à la postérité la plus reculée, et les Français auraient élevé *Louis-Philippe* sur le pavois. Voilà ce qu'on aurait dû faire ; vous savez ce qu'on a fait. Et maintenant que, suivant l'expression énergique d'un jeune patriote, le juste-milieu a placé le trône sur un comptoir et la France dans la boue, que répondrons-nous à ceux qui demandent : Où nous conduit-on ? Nous leur répondrons :

Le char de la révolution est lancé ; le but est marqué, il l'atteindra en écrasant dans sa course ceux qui tenteraient de l'arrêter.

Louis-Philippe ! s'il en est temps encore, hâte-toi de briser un ministère anti-national, qui n'a su faire de toi qu'un monarque impopulaire. Rappelle-toi le *Programme de l'Hôtel-de-Ville*. C'est pour toi la seule ancre de salut dans le grand naufrage qui se prépare. Recommence, s'il se peut, la révolution de 1830. Les nations attendent ; la France de juillet leur a promis la liberté, elle ne sera pas parjure. On essaierait en vain de comprimer l'élan national. Abandonne le château des Tuileries dont on a juré de faire le tombeau de la liberté ; parcours les rues de la capitale ; contemple les misères et les souffrances du peuple ; écoute sa voix, elle te dictera tes devoirs. Pèse dans ta main les hautes destinées qui te sont confiées. Si tu comprends la sublimité de ta mission, dis un mot, et la France entière répondra à ton appel. Si la tâche est au-dessus de tes forces, laisse-nous faire ; mais ne tente pas de comprimer l'élan national. La France est sur un volcan ; la résistance hâterait l'irruption du cratère : quelles seraient les premières victimes ?.....

Un fermier de ma connaissance possédait un superbe cheval qu'il avait confié à son valet ignorant et stupide. Le cheval s'échappa ; et lorsqu'il fut parti, le valet ferma la porte de l'écurie. Eh bien ! le cheval c'est le peuple de Lyon ; l'autorité ne ressemble pas mal à ce valet imbécile. La misère accablait les ouvriers. Ils se rassemblèrent sur les places publiques. En leur accordant un tarif, on sacrifia à la peur, cette idole encensée par le juste-milieu. Il fallait attaquer le mal dans sa source : on appliqua un palliatif, et la guerre civile éclata dans nos murs. Qu'a fait la police pour prévenir cette horrible catastrophe ? Rien. Elle connaissait les projets des ouvriers, le jour et l'heure de l'insurrection avaient été fixés : il était facile de réprimer l'émeute. Comment donc expliquer la coupable sécurité des autorités ? On vous l'a dit : le sang français a été versé par des mains françaises, et ce crime politique a été commis parce qu'il s'est trouvé dans Lyon un préfet et un général qui ne vivaient pas en bonne intelligence.

Voilà donc le cheval échappé, maintenant l'autorité va fermer les portes. Voyez ces patrouilles nombreuses, ces postes doublés, ces pièces de canon ; et le peuple. Que pense-t-il de cet appareil militaire ? Le peuple ! il sourit de pitié, et passe son chemin. Les carlistes conspirent, les ouvriers conspirent, les républicains conspirent, les autorités l'ont dit. Que répondre aux autorités ? Ce qu'un homme du peuple me disait hier. *Pourquoi conspirerions nous ? Nous laissons ce soin au gouvernement. Il s'y entend mieux que nous. Pour nous effrayer il prouve qu'il a peur, et un ennemi qui tremble n'est plus un ennemi dangereux.* Il a raison, l'homme du peuple. une force inutilement déployée dénote la faiblesse. C'est en vain que M. *Prunelle* dément l'existence de cet appareil militaire : il se trompe, ou il veut nous tromper. Dans tous les cas je lui dirai qu'on est probablement

mieux instruit à Roanne qu'à l'Hôtel-de-Ville. Que dirons-nous de ces CENT MILLE FRANCS envoyés de Paris à la police de Lyon ? Et ces redoutes établies autour de la ville ? Et les fortifications de Montessui ? Et ces voitures que la police fait rentrer toutes les nuits avec tant de précaution ! Elle craint qu'on n'en fasse des barricades. Pitié, mille fois pitié ! Des barricades ? Et à quoi bon ? Le peuple, lorsque sa patience sera lassée, vous écrasera dans ses mains de fer ; et s'il lui faut des barricades, il entassera les cadavres de ses frères.

On nous parle d'un grand personnage qui place de l'argent sur les banques étrangères. On n'accusera pas du moins celui-là de tirer sa poudre aux moineaux.

Qu'est-ce qu'un sujet ? Ecoutez, ce n'est pas moi qui parle :

Un sujet est un homme soumis à la volonté absolue d'un maître.

Un sujet est celui qui s'avoue vaincu.

C'est celui qui se donne corps et bien.

C'est celui qui se reconnaît sous le joug.

C'est un prisonnier dans les chaînes.

C'est le malheureux qui ne peut dire *non*.

C'est un serf, un paysan moscovite qu'on vend avec la terre.

C'est un musulman sous les lois d'un pacha.

C'est un chrétien vendu en Turquie.

C'est une femme au sérail asservie aux caprices d'un sultan.

C'est un eunuque préparant les plaisirs secrets de sa hauteesse.

C'est un muet portant le fatal cordon.

C'est un hérétique ou un cortès aux mains de l'inquisition.

C'est un vil espion.

Un apostat, un esclave.

Un traître vendu.

C'est enfin tout ce qu'il y a de malheureux, de souffrant, de vil et d'ignoble sur la terre.

Depuis quarante ans on gouverne la France avec des mots. En 95 la république ; sous l'empire, la gloire ; sous la restauration, la charte ; depuis la révolution de juillet, la liberté. Eh bien, sous tous ces gouvernements, on a fait un étrange abus des mots, j'en excepte pourtant *Napoléon*, il nous avait promis de la gloire, et celui-là sut tenir sa promesse.

Aujourd'hui on ne cesse de nous parler des fruits de la grande semaine. On ose nous vanter la paix à tout prix, lorsque la France est entourée d'un cordon de baïonnettes étrangères. On a proclamé le principe de la souveraineté nationale, et qu'a-t-on fait pour le peuple ? On a dit que la presse était libre, et tous les

jours on traque les journalistes. On nous a promis un gouvernement à bon marché, et nous avons un budget de douze cents millions. On fait sonner bien haut la dignité nationale, [et notre influence n'a pu soustraire à la mort quelques patriotes italiens. Et la liberté individuelle, et l'abolition des privilèges, et le programme de juillet ! quelle mystification ! Quand donc verrons-nous cesser un tel abus des mots ? quand voudra-t-on nous gouverner avec des faits ? Le peuple n'a-t-il versé son sang que pour voir succéder à l'aristocratie des parchemins l'aristocratie dégoûtante de l'argent. Ministres entêtés, renoncez désormais aux théories fondées sur la misère du peuple. Vous craignez la guerre étrangère, vous voulez l'acheter à tout prix, et vous ne redoutez pas une autre guerre bien plus terrible, je veux parler de la guerre du pauvre contre le riche. Ici je n'abuse pas des mots, j'y substitue un fait. Le peuple est malheureux. il souffre ; hâtez-vous de sacrifier aux exigences de la faim, abolissez les impositions indirectes qui pèsent sur la classe la plus nombreuse ; que Louis-Philippe ne s'entoure plus d'une cour fastueuse, ce ver rongeur du corps social ; qu'il se rappelle que la popularité est une condition nécessaire de sa puissance, et que désormais nous n'entendions plus dire : On danse aux Tuileries, et le peuple meurt de faim.

Vous avez sans doute entendu parler de *Croquemitaine* ? Lequel ? Est-ce celui qui, pour parvenir aux honneurs, jouait certain rôle auprès des enfans de notre roi-citoyen ? Eh non ! je veux parler de cet être fantastique dont on a si souvent effrayé votre enfance. — Ah ! j'y suis. — Eh bien ! ce mot seul *Croquemitaine* personnifie le système suivi depuis quelques mois par notre gouvernement. Entendez les journalistes qui lui ont vendu leur conscience : ils vous diront : Quelques anarchistes ont rêvé le renversement de l'ordre social. Ces buveurs de sang veulent proclamer la république : et savez-vous ce que c'est que la république ?..... L'incendie, le pillage, les échafauds..... *Croquemitaine*. Les carlistes viennent de passer par devant notaire un acte avec les républicains. Ils veulent ramener en France Henri V qu'ils nommeront président d'une *quasi-république*. *Croquemitaine*..... Pour que Louis-Philippe représente dignement la nation, il faut une liste civile de douze millions. Si notre roi n'était pas riche, le peuple ne le respecterait plus. On doit l'éblouir par la majesté du trône. *Croquemitaine*..... Il nous faut la paix à tout prix, la guerre amènerait une invasion étrangère et par suite une troisième restauration..... *Croquemitaine*. Pour que le peuple soit heureux, il faut qu'il soit misérable. Si les impôts cessaient de peser sur lui, il ferait des économies, il s'instruirait, il voudrait devenir quelque chose, alors commencerait le règne de l'anarchie. La France doit être divisée en deux classes, les riches et les pauvres ; et si les pauvres devenaient riches, l'édifice social s'écroulerait. Oh ! pour celui-là. *Croquemitaine*..... *Croquemitaine*..... *Croquemitaine*.

Un ouvrier de mes amis est venu me voir hier ; nous avons eu ensemble la conversation suivante :

(Lui) J'enfends toujours parler de *protocole* ; pourriez-vous m'expliquer la véritable signification de ce mot ?

(Moi) Un protocole, c'est une mystification.

(Lui) Je ne comprends pas. (Moi) Ecoutez : Le canon de juillet ébranla tous les trônes ; les peuples se levèrent ; ils comprirent leurs droits : les souverains tremblèrent ; ils sentirent la nécessité de s'unir contre les peuples. La conférence de Loudres s'assembla. Et savez-vous ce que l'on appelle *conférence* ! C'est un marché dans lequel les rois traitent, par courtiers, de la liberté des peuples.

(Lui) Un Protocole est donc l'acte de vente passé dans ce marché. (Moi) Juste. (Lui) Et quel est donc le courtier qui représente la France ? (Moi) Ce courtier, c'est *Talleyrand*. (Lui) Et ce *Talleyrand*, qu'est-il ?

(Moi) Ecoutez :

Le mensonge incarné, le parjure vivant,
Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent !
Judas impénitent, le front oint du saint-chrême !
Il ouvrit sa carrière en trahissant Dieu même !
Aux autels, à la cour, doublement apostat,
Comme il traita l'Eglise, il a traité l'Etat :
Exercé quarante ans dans les chancelleries,
Protégé au pied botteux, Satan des Tuileries,
Au pilier du pouvoir il s'est toujours tordu ;
République, empereur, rois, il a tout vendu.

(Némésis.)

Et voilà l'homme qui représente la France.

Le parti carliste n'avait jamais été aussi insolent. L'organe de ce parti, la *Gazette du Lyonnais*, proclame hautement ses coupables espérances : Henri V est inévitable ; et pour hâter un retour si désiré, les partisans de la monarchie déchue se réunissent dans des conciliabules, sèment l'or et la défiance parmi les ouvriers. Les autorités connaissent leurs infâmes manœuvres ; plusieurs carlistes qui ont pris une part active aux événements de novembre sont, depuis cette époque, signalés à la police. Un magistrat, dont je ne crois pas devoir citer le nom, vient de m'apprendre que le mardi 22 novembre, on avait vu des agens carlistes distribuant de l'argent sur la place des Célestins. Le nombre des journaux de la légitimité augmente avec une effrayante progression : et cette augmentation est pour les carlistes un argument qu'ils croient sans réponse. Stupides légitimistes ! vous qui avez toujours méconnu les droits du peuple, vous ne sauriez avouer que ce peuple est doué d'un bon sens qui ne se trompe jamais. Que lui importent vos journaux ? Il sourit de pitié en lisant des doctrines que vous cherchiez en vain à propager, mais qu'il n'honora jamais, que par le plus profond mépris. Les menées des carlistes ne sont plus un secret pour personne ; l'autorité,

la police les connaissent, que font-elles pour les punir ? elles se taisent, et ce silence coupable a porté au plus haut degré l'insolence d'un parti qui rêve l'asservissement de la France. Jetons les yeux sur la Vendée, nous y verrons une poignée de chouans versant impunément le sang français ; et depuis un an le gouvernement n'a pas su mettre un terme aux horreurs commises par ces misérables, et ce gouvernement nous parle de sa force, et nos ministres ont l'impudence de nous dire que cette force n'est épuisée que par les attaques renouvelées des journaux patriotes. Ces mensonges ne peuvent plus tromper personne. L'insolence du parti carliste est provoquée par un misérable système de bascule renouvelé de la restauration. Nos gouvernans traquent les patriotes tandis qu'ils poursuivent les partisans de la légitimité avec une mollesse que je pourrais bien qualifier ; mais pourquoi ne le dirais-je pas ! On protège les carlistes, parce qu'on veut contrebalancer l'influence des patriotes, et que nos ministres espèrent que ce machiavélisme infernal fera triompher le système anti-national, véritable cancer politique qui pèse sur la France et menace de l'étouffer. Patriotes, rassurez-vous, les ministres passent, mais la liberté est immortelle ; nous l'avons conquise en juillet, lorsqu'elle sera menacée, nous saurons la reconquérir !

Que le diable emporte l'insipide bavard qui vient m'arracher à mes occupations pour me parler du théâtre des Célestins, et de la représentation qui doit avoir lieu demain, au bénéfice d'Edouard ! O mon cher ! quel spectacle ! *La Vivandière de la grande Armée*, ou le *Désastre de Waterloo*. Ce titre ne réveille-t-il pas des souvenirs dans ton âme ? Jules est chargé du rôle d'un vieux soldat, et le drapeau tricolore ! Les doctrinaires ne l'avaient pas encore sali ! Et puis nous verrons madame Adam sous le costume d'une vivandière : oh ! ce sera charmant.... Et le bourreau ne s'aperçoit pas de l'effet qu'a produit sur moi ce flux de paroles ; il ne voit pas les barreaux de ma prison. Il est libre, lui. Et le voilà qui continue : On dit beaucoup de bien du *Luthier de Lisbonne* : c'est du Scribe tout pur. Et l'*Art de payer ses Dettes*. O mon cher ! nous assisterons à cette représentation. Et le bavard allait encore retourner le poignard dans mon cœur, lorsque la voix du guichetier, qui l'invitait à sortir, lui rappelle qu'il était à Roanne. Il me quitte en me disant : Oh ! mon ami ! que je suis fâché vraiment tu perds beaucoup..... Que le diable t'emporte ! ...

J. A. GRANIER,
Gérant de la *Glanouse*.

DIMANCHE
26 FÉVRIER 1832.

Ce Journal paraît les Jeudi et Dimanche
chaque semaine.
On s'abonne à Lyon, au Bureau du Journal,
rue d'Amboise, barrière de fer ;
Au Bureau de la Conservation des Affiches,
Galerie de l'Argue, escalier M, au 1^{er} étage ;
Au Cabinet littéraire de M. Lassaigue, rue
des Célestins.
Et à la librairie de M. Babeuf, rue S. Dominique,
Et à l'Imprimerie du Journal.

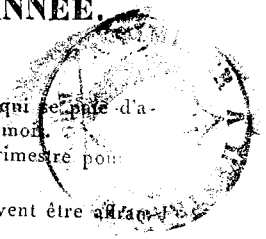
PREMIÈRE ANNÉE.

N° 71.

Le prix de l'abonnement (qui se paie d'a-
vance) est de 4 fr. pour trois mois.

On ajoutera un franc par trimestre pour
frais de poste,

Les lettres et paquets doivent être affran-
chis.



La Glaneuse,

JOURNAL DES SALONS ET DES THÉÂTRES.

La Prison est le Séminaire des Patriotes.

AVIS.

Nous recevons chaque jour de la part de nos abon-
nés des départemens des réclamations pour des Numéros
qui ne leur sont pas parvenus. L'un d'eux, pendant
trois mois, n'a reçu que cinq de nos feuilles. A notre
tour nous devons déclarer que le nombre des jour-
naux qui nous sont adressés en échange est rarement
complet. Nous protestons contre cette saisie arbitraire,
bien plus dangereuse pour nous que la censure. Si le
juste-milieu veut étouffer la mauvaise presse, ne lui
suffit-il pas des saisies, des amendes et des incarcé-
rations? Pourquoi donc avoir recours à une mesure
dont le machiavélisme est si révoltant?

UNE PRISON.

Les feux rouges du soleil couchant avaient pénétré,
ce jour-là, dans l'obscur demeure du prisonnier ; il
avait vu ses mourantes lueurs se jouer à travers les bar-
reaux de fer, et sourire aux murailles séculaires de son
réduit ; et son âme s'était épanouie un instant, et il s'é-
tait pris à rêver... que sais-je ? quelque frais souvenir de
sa vie d'artiste, peut-être ; quelque une de ces impres-
sions oubliées qu'on retrouve avec plaisir dans un des
mille replis de son cœur. Oh ! pour savoir tout le prix
d'un rayon de soleil, il faut avoir bien souffert ! il faut
avoir connu l'agonie lente du prisonnier, s'être senti, jeune,
sédent, languir entre quatre murailles ; effroyable sépul-
cre où vous ne pouvez ni vivre ni mourir !.... Alors un
rayon qui brille, un oiseau qui vole, un brin d'herbe, un
rien vous saisit tout-à-coup d'une joie d'enfant, vous vous
surprenez à suivre avec une curiosité folle les mille nuan-
ces d'une teinte qui s'efface et qui meurt : et puis vous ne
songez plus à rien, et il vous reste au fond de l'âme je ne

sais quoi de naïf et de touchant, quelque chose de mé-
lancolique et d'insaisissable qui ressemble à un songe.

Mais le jour avait fui ; déjà les barreaux de fer se per-
daient avec les ombres du dehors ; lui était retombé
sous le poids accablant de ses réflexions ; autour de lui
tout était sombre, lugubre : il était assis près du foyer,
absorbé par mille pensées de désespoir ; un rayon pieux
s'éteindre éclairait seul d'une lueur morne son visage
effrayant de pâleur.

Debout près de lui, un autre prisonnier se tenait im-
mobile contre la muraille, la tête dans ses deux mains,
et long-temps ils demeurèrent ainsi sans songer l'un et
l'autre à rompre le silence.

La porte de la cellule s'ouvrit.

Albert ! Albert ! cria l'un des deux prisonniers, et
un rayon de joie brilla sur sa figure livide, et les amis
s'embrassèrent avec effusion.

Ils s'étaient vus l'un et l'autre en un jour de gloire et
de danger, dans une de ces grandes épreuves où les
hommes apprennent à s'estimer ce qu'ils valent. De-
puis ce jour-là s'était établi entr'eux cette fraternité
sainte qui naît du patriotisme et du courage.

Long-temps séparé de son ami, Albert ne s'était pas
attendu à le trouver sous les verroux. Il le regarda et
se prit à sourire.

Mais d'un sourire affreux !... Il y avait dans cette ap-
arence de résignation quelque chose de plus déchirant
que les sanglots : c'était le sourire du désespoir.

Et il demanda des nouvelles de ses amis.

Erio ? — en prison. — Arthur ? — en prison. — Ed-
mond ? — en prison. — Assez !... dit Albert, et il se
déchirait la poitrine de rage....

Et il contint l'explosion de sa haine : il est des sen-
timens que nul langage humain ne saurait rendre.

Ils parlèrent de liberté, de patrie !... Souvent un
soupir interrompait une phrase commencée, et il se

faisait un long silence... Mais sans parler, leurs cœurs continuaient à s'entendre, et il y avait dans ces scènes muettes quelque chose de plus éloquent que la douleur, de plus triste que la mort.

Et déjà le tison du foyer avait cessé de lutter contre l'obscurité. Tous étaient demeurés absorbés dans un sentiment commun de tristesse; il y avait au fond de toutes leurs pensées je ne sais quoi qui rongé le cœur.

Et la voix du geolier vint avertir Albert qu'il était temps pour lui de se retirer.

On se quitta, une même pensée s'empara d'eux; pensée de consolation, d'espoir... Albert murmura tout bas le mot avenir, et ils comprirent.

C'est qu'il y a bien des choses dans ce mot là !!!...

Un pauvre Diable.

LE VENTRU.

Un jour Perrier en belle humeur,
Pour s'amuser d'un député du centre,
Lui disait en dinant : Rodrigue, as-tu du cœur ?
--Vous le remplissez, monseigneur,
Répondit-il en lui montrant son ventre.

PÉTITION

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE DE
L'INTÉRIEUR.

Monseigneur,

Je prends la liberté d'écrire à Votre Excellence pour solliciter de sa justice un emploi dont elle me jugera sans doute digne lorsque j'aurai fait connaître mes titres à sa reconnaissance.

Je suis un de ces Romains qui, placés sous le lustre et sans s'effrayer des taches, applaudissent à tous les actes d'un ministère que les anarchistes osent appeler déplorable. Vous avez laissé périr la Pologne, j'ai applaudi. Les patriotes italiens ont été pendus, j'ai applaudi. La Belgique a été lâchement cédée à l'Angleterre, j'ai applaudi. Les patriotes ont été traqués, j'ai applaudi. On a fondé le *Courrier de Lyon*; oh! alors j'ai crié : Bravo! bravissimo! et j'ai voulu figurer au nombre des apôtres du juste-milieu qui rédigent cette feuille dont vous connaissez l'entier dévouement. Ce n'est pas tout :

Un journal diabolique, infernal, paraît depuis plusieurs mois dans notre ville. Cette feuille dont la couleur rouge est le véritable symbole des flammes de l'enfer, qui ont vomis ses rédacteurs, cette feuille à l'insolence de prêcher des maximes subversives de l'ordre social. Elle a l'audace de plaider la cause des prolétaires, qui devraient s'estimer assez heureux de nous regarder danser. Elle tourne en ridicule le conseil municipal, qui se compose pourtant de patriotes dont le dévouement est aussi éprouvé que le mien. Enfin, Monseigneur, ce journal à l'impudence d'avoir des abonnés; et, ce qui est le comble de l'horreur, on distribue, chaque soir, dans nos théâtres, cette feuille anarchique, sur laquelle des républicains farouches se jettent avec avidité.

Eh bien! Monseigneur, savez-vous ce que j'ai fait pour arrêter ce torrent révolutionnaire?

Jeudi passé, j'ai inséré dans le *Courrier de Lyon* un article sur lequel j'appelle toute votre attention. Le gérant de la *Glaneuse* est en prison. Pour tout autre que pour moi il y aurait eu impudeur à attaquer un homme persécuté; mais un apôtre du *juste-milieu* n'y regarde pas de si près. Le moment m'a paru favorable; je l'ai dénoncé. J'ai torturé le sens d'un article inséré dans son journal: j'ai prouvé que cet article était une offense à la personne du Roi; et j'espère que ma dénonciation portera ses fruits.

Voilà ce que j'ai fait. Cet acte de courage me méritera sans doute la faveur que j'ose solliciter de votre bienveillance.

Daignez donc, Monseigneur, m'accorder une place d'agent de police ou de gendarme. Et lorsque ce journaliste mécréant sera rendu à la liberté, tâchez de faire lancer un mandat d'arrêt contre lui, ensuite vous me laisserez faire; c'est à moi qu'est réservé l'honneur de l'empoigner. J'attendrai cette occasion pour faire mes premières armes.

Il est inutile, Monseigneur, que je vous demande la croix; j'y compte, car ceux de mes confrères auxquels vous l'avez accordée ne la méritaient pas plus que moi.

En attendant votre réponse, j'ai l'honneur d'être,

Monseigneur,

Votre très humble, très obéissant
et très fidèle serviteur et sujet

Un rédacteur du COURRIER DE LYON.

LA PARTIE DE BILLARD.

La Belgique donne son acquit;
La France manque de touche;
L'Angleterre nous fait au même;
La Hollande nous donne le coup de bas;
La Russie nous bloque;
Le Ministère se blouse;
Le Juste-milieu se perd;
Et nous, nous marquons les points.

LES SUITES D'UNE INDIGESTION.

C'était un gros bonhomme tout rond.
Le gros bonhomme était mangeur, de profession.
Il s'appelait le *Budget*.

Or il advint qu'un jour le gros bonhomme mangé tant, qu'il en fut tout étourdi: il mangea encore, et encore, prit du thé, se gorgea de punch et de rhum, de rhum et de punch; prit son chapeau et sa canne, et fut, selon son habitude, se promener aux Tuileries.

Mais là, il lui prit tout-à-coup un éblouissement: le bonhomme pirouetta sur lui-même comme une toupie. ne put conserver l'équilibre, et tomba à la renverse.

Il avait perdu connaissance.

Des personnes compatissantes le ramassèrent, le mirent dans un lit bien chaud, où il fut frictionné, et où on lui donna force remèdes.

Mais le bonhomme n'était pas bien du tout.

Puis on appela les médecins et on lui mit un bonnet

tricolore, une camisole tricolore, des bas tricolores.

Ce qui étonna fort le pauvre homme..

Il y eut des médecins qui conseillèrent de lui faire d'abondantes saignées et de le mettre tout-à-fait au régime.

Mais il y en eut d'autres qui soutinrent que le gros bonhomme devait continuer à faire bonne chère, et à manger du matin au soir.

Ceux-là étaient les médecins parasites qui avaient coutume de dîner à sa table.

Et leur avis prévalut,

Or il advint que le bonhomme mangea deux et trois fois plus qu'auparavant; les parasites affluèrent à sa table; puis il ne mangea plus, il dévora.

Et les parasites de crier bravo!

Et le bonhomme de devenir si gros, si gros, qu'il ne peut plus aujourd'hui se soutenir.

On craint qu'il ne meure d'apoplexie.

Un pauvre Diable.

M. le Rédacteur de la *Glançuse*.

Lyon, 17 février 1832.

Sachant que la publicité est le plus sûr moyen de se faire rendre justice, je viens vous prier, Monsieur, de vouloir bien me prêter les colonnes de votre Journal pour faire connaître sur quels motifs je fonde la demande que j'adresse au Gouvernement à l'effet d'obtenir la décoration de la Légion d'Honneur.

Issu d'une famille républicaine, je fis long-temps profession de la plus ardente admiration pour l'empereur Napoléon. Mais le plus vaillant des Grecs fut tué par le plus lâche des Troyens; Napoléon périt sous les coups d'épingle d'Hudson-Lowe. De cette catastrophe date ma vie politique. Après la mort du grand homme, j'eus le bonheur de me procurer une mèche de ses cheveux, sa cravache et quelques autres petits objets dont je formai chez moi une sorte de reliquaire. Cet acte de courage me valut une réputation d'opposition au gouvernement de la restauration, et me fit rechercher pour faire partie de la Charbonnerie qui s'organisait à Lyon. Que vous dirai-je, je devins Carbonaro; mais dans le but louable d'employer toute mon influence à ce qu'il ne fût rien fait d'illégal: car la légalité, voyez-vous, c'est mon dada, je la veux même en conspiration, même en insurrection, même en révolution. M'apercevant bientôt qu'il n'y avait rien à gagner avec les Carbonari, je fréquentai les ventes le moins possible. Je m'adonnai tout entier à étendre mes relations commerciales, que je parvins à pousser jusqu'en Afrique. J'avais des achats considérables de marchandises à faire sur la terre des Sésostris; mais là, Monsieur, le crédit est chose dont on fait peu d'usage, il faut se présenter l'argent à la main. Or, transporter du numéraire des bords du Rhône jusqu'aux rivages du Nil, ne laisse pas que d'être fort coûteux. Je m'avisai, j'eus le bonheur d'obtenir de M. Hyde-de-Neuville, ministre de la marine, l'autorisation de faire transporter gratis sur les bâtiments de l'Etat, les espèces qui devaient servir à faciliter mes opérations avec le monopoleur africain. Oh! alors la restauration eut du bon. Je ne parlai plus de mon reliquaire bonapartiste; je jeûnai quatre-temps, vigiles et le carême entièrement; je fis élever mes garçons dans un petit séminaire et je n'eus plus qu'à bénir le ciel et la fortune. Je fus assez heureux pour me lier avec le bon M. Lourdoueix, alors parvenu de ce fameux censeur au département des beaux-arts, je l'en félicitai par une lettre que je fis insérer dans la *Gazette de France* et dont le *Courrier Français* se moqua si fort. Vinrent les ordonnances, vinrent les journées de juillet. Vous voyez quelle part j'y pris, ce me serait assez difficile. Tout ce que je

sais, c'est qu'après l'événement, j'entrai quelque peu dans l'administration de notre cité.

Lorsqu'on ouvrit une souscription pour récompenser par une médaille la courageuse conduite d'un écrivain de notre ville, j'eus un bel élan de générosité, et je souscrivis entre les mains d'un notaire, pour une somme de mille francs. Il est vrai que, lorsque ledit notaire vint pour recevoir ladite somme de mille francs, je ne lui donnai pas un sou; mais je n'en avais pas moins souscrit: on le savait, il n'en fallait pas davantage. En 1831, je poussai de toutes mes forces à l'élection de M. Jars, et je décidai mes amis à donner ce fameux certificat, vous savez, dont on a tant ri et que M. Jars s'est si bien mis en peine de justifier. Enfin, Monsieur, je fus le plus ardent promoteur du *Courrier de Lyon*.

Voilà, Monsieur, quels sont mes titres à la décoration que le Gouvernement ne fera pas attendre long-temps si, comme je l'espère, vous voulez bien m'aider à proclamer les droits incontestables que je possède à cette distinction.

Agréez, etc.

STEPH. ERIGAUT.

JUGEMENT.

Pardevant nous, organes de l'opinion publique, sont comparus,

- 1^o Le sieur *Roulet* fils, demandeur;
- 2^o Le commissaire de police de Caluire;
- 3^o M. *Joannon Navier*, maire de Caluire.

Ces deux derniers défendeurs.

Le sieur *Roulet* fils accuse le commissaire de police d'avoir voulu, en lui arrachant un drapeau Polonais, provoquer une émeute dont les conséquences pouvaient devenir funestes pour le fonctionnaire qui venait se jeter brutalement au travers de l'enthousiasme national.

M. *Joannon Navier* soutient au contraire que le commissaire de police s'est conduit dans cette affaire avec une prudence digne d'éloge.

Les témoins entendus pour le commissaire de police.

L'opinion publique ne se croyant pas suffisamment éclairée et faisant droit à la demande du sieur *Roulet*, remet l'affaire à huitaine pour l'audition des témoins présentés par ledit demandeur et pour le prononcé du jugement.

QUATRAIN.

Le peuple en ce jour le couronne,
Ce bon prince avide d'argent;
On a beau dire qu'il se donne,
Moi, je crois plutôt qu'il se vend.

LYON.

La permission de faire vendre notre feuille au théâtre nous sera bientôt retirée. Le *Courrier de Lyon* vient de nous préparer à cette mesure vexatoire par un petit article que ne désavouerait pas un élève de *Vidocq*. Eh bien! qu'on se hâte de diriger sur nous cette nouvelle persécution, qu'on entoure nos théâtres d'un cordon sanitaire afin de les préserver de la contagion. Nous n'en continuerons pas moins à baffouer les baziles et les paillasses, nous ajouterons même de nouvelles lanières à notre fouet satyrique. Les persécutions doubleront nos forces, nous avons d'ailleurs trouvé un moyen infailible de suppléer à la publicité que notre feuille obtenait par la vente dans les théâtres. MM. du *Courrier de Lyon* pen-

seront sans doute comme nous. En attendant nous dirons au journal *Croupion* que la *Glaneuse* a plus de six cents abonnés, et qu'on a vendu aux théâtres dans la soirée de dimanche cent exemplaires du numéro qu'il a dénoncé avec tant d'impudence.

-- L'année théâtrale est sur le point d'expirer, et les destinées futures de nos théâtres ne sont pas encore fixées. Les artistes les plus distingués ont déjà signé des engagements. Que fait le Conseil municipal? S'occupe-t-il d'une direction pour l'année prochaine? Non, mille fois non, peu important à ces Messieurs, les plaisirs du public et le sort des artistes; mais ne sommes-nous pas injustes. Ils sont si occupés. Calculez le temps que ces Messieurs ont dû employer à se faire des visites réciproques pour se féliciter de l'honneur que vient de leur faire le ministère, en leur accordant la Croix, et vous verrez qu'ils n'ont pas un moment à eux.

— AVIS. Le juste-milieu, qui depuis 18 mois est en travail d'enfant, a fait dans ses derniers jours des efforts tellement au-dessus de ses forces que sa position est devenue très critique. Les *Docteurs* assemblés ont déclaré à l'unanimité que dans un état si piteux, la vue des *Masques* pourrait le faire avorter. En conséquence, considérant qu'une telle catastrophe pourrait lui devenir très funeste, il est défendu à tout un chacun de se masquer sous peine de se rendre coupables du crime de lèse-juste-milieu.

-- On fait également savoir qu'à dater du dimanche gras il sera établi en permanence, à l'Hôtel-de-Ville, plusieurs bureaux dans lesquels tous ceux qui voudront porter *Moustaches*, fussent-elles même à l'*arc-en-ciel*, seront tenus de se présenter pour en faire constater l'authenticité. Il leur sera délivré un certificat de visite qu'ils devront montrer à tous agens de la force publique qui leur en feraient la réquisition. Quiconque ne sera pas muni de ce certificat, sera immédiatement traîné en prison.

THÉÂTRE DES CÉLESTINS

BÉNÉFICE DE MADEMOISELLE FAIVRE.

C'est mardi prochain qu'aura lieu ce bénéfice; et cette fois nous sommes bien sûrs de deviser juste, en prédisant à la bénéficiaire une recette importante. Jamais, en effet, spectacle n'a piqué plus vivement la curiosité publique. Le nom de *Mlle. Faivre*, un pas de chah dansé par la *Silphide* de notre Grand-Théâtre; *Girel*, si comique dans tout ce qu'il danse; *les Chouans de l'an VIII*, ou *la Républicaine et l'Emigré*; le *Lion de Lyon*, folie de carnaval; *les Chapeaux séditieux*, vaudeville; enfin, *les Cuisinières travesties*.... Oh! certes, ils seront bien heureux, les spectateurs qui pourront avoir une place MARDI PROCHAIN!

GLANE.

-- On a mis un charbonnier à la tête du gouvernement pour asphyxier la Liberté.

-- Entre Antoine et César, le juste-milieu c'est Crassus.

-- On met les patriotes en cage, qu'on dise après cela que nous ne sommes pas gouvernés aux oiseaux.

--- Devise des Ventrus:

Vivre en votant ou mourir en digérant.

--- Le coq gaulois ressemble singulièrement à une pie voleuse.

--- Nous avons remarqué dernièrement dans un journal cette faute d'impression: M. P**** a *volé*, pour a *voté*.

-- Un Polonais, en voyant MM. G***, B***, C***, A***, a demandé où ils avaient gagné la croix. On n'a pas osé lui répondre.

--- Désormais tirer sur le peuple, sera synonyme de faire le signe de la croix.

--- On promet une récompense honnête à celui qui calculera combien on peut faire de boulets avec la statue de Louis XIV, la cloche de St-Jean et les deux statues colossales représentant le Rhône et la Saône.

--- Le procureur du roi nous trouve bien en prison, nous le trouvons mal au parquet. Compensation.

--- On parle d'un grand personnage qui veut désormais habiter l'Auvergne, afin d'être plus près du Mont-d'Or.

--- On parle de construire un grenier à foin; qu'on le place bien loin du bureau du *Courrier de Lyon*.

--- Messieurs du *Courrier* blâment les patriotes qui ont traité la voiture d'une Polonoise. Ils ne veulent pas, disent-ils, jouer le rôle de chevaux. Ils ont raison, puisqu'ils ne sont que des ânes.

--- Le juste-milieu veut absolument que nous gardions une poire pour la soif.

--- MM. du *Courrier de Lyon* sont dorés... C'est absolument comme les galettes.

--- Les favoris ne remplaceront jamais la jeune France.

--- C'est pour demander l'extrême-onction, que le juste-milieu envoie ses soldats au pape.

--- Une grande conspiration va bientôt éclater à Lyon. On demande un chef. S'adresser au bureau de M. P...

--- Le *Courrier de Lyon*, attendu l'augmentation de ses abonnés, demande quatre porteurs. Pour obtenir cette place importante, il faut au moins avoir été mouchard.

BULLETIN DES ANNONCES.

Suivant acte sous seings-privés, du 12 de ce mois de février enregistré le 22 par Guillot, il existe société pour le commerce de la toilerie et pour quatre années consécutives, à compter du dit jour, entre Louis Sauvage, d'une part, et demoiselle Frédéric Kléin, d'autre part; tous deux demeurant à Lyon, rue Clermont, n° 28. La raison sociale sera: *Louis Sauvage et Compagnie*; et le Sr Sauvage aura seul la signature sociale. Le capital de la société n'est pas déterminé, et les associés verseront tous les fonds que nécessitera le commerce.

GRUARDET, ayant pouvoir.

PÂTE PECTORALE DE REGNAULD AÎNÉ,

Rue Caumartin, n. 45, à Paris.

Depuis long-temps, la Pâte de REGNAULD AÎNÉ est recommandée par les journaux de Médecine et les Médecins les plus distingués; elle est préférée dans toutes les affections de poitrine aux sirops et autres préparations pectorales.

Le Dépôt est à Lyon, chez M. Boitel, pharmacien, rue Luvion, n. 24, maison de l'Hôtel du Nord.

J. A. GRANIER, Gérant.